

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 22 FÉVRIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 22 février 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
64	14	3

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/02/026

**CONVENTION TRIPARTITE
DE TRANSFERT RELATIF A
LA CONCESSION DES
PORTS DE PLAISANCE
CONFIEE A LA CHAMBRE DE
COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DU VAR LE 2
JUILLET 1971 ET ARRIVEE A
SON TERME LE 31
DECEMBRE 2023**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Olivier CHARLOIS ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL.

ABSENTS :

M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI.

Séance Publique du 22 février 2024

N° D' O R D R E : 24/02/026

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE DE TRANSFERT RELATIF A
LA CONCESSION DES PORTS DE PLAISANCE
CONFIEE A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DU VAR LE 2 JUILLET 1971 ET ARRIVEE
A SON TERME LE 31 DECEMBRE 2023**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le contrat de concession pour l'établissement et l'exploitation des ports de plaisance de l'établissement maritime de Toulon, confiée à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV) le 2 juillet 1971, arrivé à son terme le 31 décembre 2023,

VU le contrat de concession entre la Métropole TPM et la SAS PORTELO en date du 15 novembre 2023 qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2024,

VU le projet de convention tripartite de transfert relatif à la concession des ports de plaisance ci-annexé,

VU l'avis de la Commission Ports en date du 12 février 2024,

CONSIDERANT le principe de continuité du Service Public tel qu'affirmé par le Conseil Constitutionnel et par le Conseil d'État,

CONSIDERANT que le contrat de concession de Service Public pour l'exploitation des ports de plaisance entre la Métropole TPM et la CCIV est arrivé à son terme le 31 décembre 2023,

CONSIDERANT que le nouveau contrat de Délégation de Service Public entre TPM et la SAS PORTELO est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2024,

CONSIDERANT qu'afin de fixer les modalités de transfert vers le nouveau concessionnaire des salariés et des biens de l'exploitation de la concession de Service Public il convient d'établir un protocole tripartite entre la Métropole TPM, la CCIV, et la SAS PORTELO,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer le protocole tripartite de transfert relatif à la concession des ports de plaisance, ainsi que tout acte y afférent.

ARTICLE 2

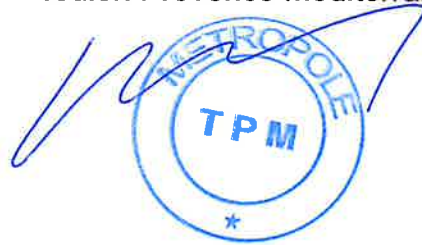
DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Philippe LEROY.

PROTOCOLE TRIPARTITE DE TRANSFERT RELATIF A LA CONCESSION PLAISANCE

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PRÉAMBULE.....	5
TITRE 1. PRINCIPES FINANCIERS DU TRANSFERT	7
ARTICLE 1 SOLDE FINANCIER	7
ARTICLE 2 REGIME FISCAL.....	7
TITRE 2. ÉLÉMENTS TRANSFERES DE LA CCIV AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE	8
ARTICLE 3 TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS, DETTES ET CREANCES SALARIALES (REMUNERATIONS, TEMPS ET DROITS ACQUIS) AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE.....	8
ARTICLE 4 MODALITES DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS ET INFORMATIONS.....	11
ARTICLE 5 RELEVÉ DES COMPTEURS D'EAU, DE GAZ ET D'ELECTRICITE.....	13
ARTICLE 6 BASES DE DONNEES INFORMATIQUES	13
ARTICLE 7 DEMANDES RELATIVES A DES DONNEES ARCHIVEES.....	14
ARTICLE 8 CONTRATS CONCLUS PAR LA CCIV	14
ARTICLE 9 PRESTATIONS EXECUTEES PAR LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE A COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2024 POUR LE COMPTE DE LA CCIV	15
ARTICLE 10 REPARTITION DES RECETTES ENTRE LA CCIV ET LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE CONCERNANT LES EXERCICES 2023 ET 2024.....	16
ARTICLE 11 LITIGES	17
ARTICLE 12 BALANCE DES PAIEMENTS ENTRE LA CCIV ET LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE.....	18
TITRE 3. ÉLÉMENTS TRANSFERES DE LA CCIV AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE ET A L'AUTORITE CONCEDANTE ..	19
ARTICLE 13 CÉSSION DES STOCKS ET APPROVISIONNEMENTS	19
ARTICLE 14 SORT DES LOGICIELS, LICENCES ET FICHIERS DES CLIENTS-ABONNES.....	19
ARTICLE 15 INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES.....	20
TITRE 4. DISPOSITIONS DIVERSES LIEES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE	22
ARTICLE 16 TRANSMISSION DES CLEFS ET CODES D'ACCES	22
ARTICLE 17 POLLUTION DES SOLS.....	22
ARTICLE 18 APPLICATION ET DUREE DU PRESENT PROTOCOLE	22
ARTICLE 19 TRANSITION AU TERME DE LA CONCESSION	22
ARTICLE 20 NOTIFICATIONS	24
ARTICLE 21 REGLEMENT DE LITIGES.....	24
ARTICLE 22 LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE.....	24
ARTICLE 23 TRANSMISSION DU PROTOCOLE	24

BG Cl

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Toulon Provence Méditerranée,

Dont le siège est situé 107 Boulevard Henri FABRE – 83000 TOULON

Représentée par son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes par une délibération du Conseil Métropolitain en date du

Ci-après dénommée : « TPM » ou « le Concédant » ou « l'Autorité Concédante »,

ET

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,

Etablissement Public créé par ordonnance du 13 Juin 1833, régie par les dispositions du titre premier du livre septième du Code de Commerce, domicilié en son hôtel, sis à Toulon, Palais de la Bourse, 236 Boulevard du Maréchal Leclerc.

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Basil GERTIS, élu à cette fonction au terme d'un vote de l'Assemblée Générale du 23 Novembre 2021 et dûment habilité aux fins des présentes par une décision de l'Assemblée Générale en date du 30 Novembre 2023.

Ci-après dénommée : « LA CCIV »,

ET

PORTELO SAS, société par actions simplifiée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 844 440 354, dont le siège social est sis 3/7 Place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay, représentée par Cécile Cambier, en qualité de Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée : « le Nouveau Concessionnaire »,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent Protocole a pour objet d'assurer la continuité de service public de la concession plaisance, en fixant notamment les modalités de transfert vers le Nouveau Concessionnaire des salariés et des biens de l'exploitation de la concession de service public.

Le présent Protocole est conclu en considération du principe de continuité du service public tel qu'affirmé par le Conseil Constitutionnel (décision n°79-105 DC du 25 juillet 1979) et rappelé par le Conseil d'État (CE, 13 juin 1980, Mme Bonjean, Rec. p. 274) ainsi que des documents énumérés ci-après :

- Le contrat de concession de service public entre TPM et LA CCIV pour l'exploitation des ports de plaisance, arrive à expiration le 31 décembre 2023 (ci-après dénommée la « Concession de service public ») ;
- La concession de service public entre TPM et le Nouveau Concessionnaire entrant en vigueur le 1er janvier 2024 (ci-après dénommée la « Nouvelle concession de service public » ou le « Contrat »).

En cas de divergence ou de contradiction d'interprétation entre deux documents et/ou références, les Parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution conforme à l'intérêt général et avec le souci d'une garantie de continuité du service public concédé. Étant précisé que ce principe implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers, et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement des ports de plaisance.

En aucun cas, les stipulations du présent Protocole ne peuvent aboutir à des prescriptions supplémentaires pour LA CCIV ou pour le Nouveau Concessionnaire autres que celles qui résultent de la mise en œuvre de leurs contrats de concession de service public respectifs.

En outre, en aucun cas, le présent Protocole ne peut être interprété dans un sens contraire aux prescriptions de la Nouvelle concession de service public.

Le présent Protocole est signé par l'Autorité Concédante, la CCIV et le Nouveau Concessionnaire. Ce Protocole leur est pleinement opposable.

Ce Protocole lie les Parties définitivement et irrévocablement pour les seuls sujets traités aux termes des présentes et ce, sans préjudice d'autres éventuels différends nés ou à naître entre le Nouveau Concessionnaire, et/ou la CCIV, et/ou l'Autorité Concédante, le cas échéant, et qui n'ont pas été traités par le présent Protocole.


La CCIV, en sa qualité d'exploitant actuel et TPM, pour les ports exploités en régie et intégrant le périmètre concessif, cesseront l'exploitation des ports de plaisance, le 31 décembre 2023 à 23h59.

Afin d'assurer la continuité du service public, le présent Protocole a pour objet de régler les questions permettant le démarrage de l'exploitation des ports de plaisance par le Nouveau Concessionnaire le 1^{er} janvier 2024 à 00h00.

Ces questions portent notamment sur les salariés, les contrats, les logiciels et les biens nécessaires à l'exploitation du service public. Le présent Protocole précise également les engagements financiers respectifs des Parties.

S'agissant des salariés de la CCIV affectés à l'exploitation et aux fonctions supports dudit service public, ceux-ci sont transférés au Nouveau Concessionnaire en sa qualité de nouvel exploitant du service public, en application des dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail.

Par ailleurs, les biens nécessaires à l'exploitation des ports seront repris par l'Autorité Concédante selon les conditions d'évaluation et de paiement précisés dans le contrat de concession entre l'Autorité Concédante et la CCIV.

BG 

Les biens nécessaires à l'exploitation des ports repris par l'Autorité Concédante pour être mis à disposition du Nouveau Concessionnaire dans le cadre de la Nouvelle Concession de service public feront l'objet d'un premier état contradictoire entre les Parties dans un délai d'un mois suivant la date d'entrée en vigueur du Contrat.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de la convention d'occupation temporaire qui lie l'Autorité Concédante et la CCIV, dès la date d'entrée en vigueur du Contrat, les bureaux et installations à usage de bureau du port de la Darse Nord du Mourillon domiciliés dans le Palais du Commerce et de la Mer seront mis à la disposition du Nouveau Concessionnaire par la CCIV et ce en contrepartie d'une redevance d'occupation.

Le sort des biens sera traité, d'une part entre la CCIV et l'Autorité Concédante, et, d'autre part, entre le Nouveau Concessionnaire et l'Autorité Concédante conformément aux droits et obligations de chacun vis-à-vis de l'Autorité Concédante.

Le présent Protocole porte notamment sur les points suivants :

- L'inventaire contradictoire des biens et des installations ;
- Le transfert des salariés et le sort des créances salariales ;
- Les bases de données informatiques ;
- Le versement au Nouveau Concessionnaire des sommes relatives à l'ensemble des engagements qui lui seront transférés par la CCIV ;
- La liste des contrats conclus par la CCIV et à transférer pour les stricts besoins de l'exploitation du service public et de sa continuité.

Les informations relatives aux données d'exploitations sont transmises directement par la CCIV au Nouveau Concessionnaire. Les données à caractère patrimoniale ou celles impactant ou susceptibles d'impacter l'Autorité Concédante sont transmises au Nouveau Concessionnaire et l'Autorité Concédante.

Concernant les données financières communiquées par la CCIV telles que prévues dans le présent Protocole, il est entendu que, jusqu'à la certification des comptes par ses Commissaires aux Comptes et approbation par son autorité de Tutelle qui validera leur caractère définitif, celles-ci revêtent un caractère provisoire et peuvent donc faire l'objet de modifications. En conséquence, les Parties signataires du présent Protocole conviennent des modalités suivantes :

Titre I. PRINCIPES FINANCIERS DU TRANSFERT

Sans préjudice, s'agissant de TPM, de l'article 6.4 du Contrat, l'Autorité concédante et la CCIV, garantissent le Nouveau Concessionnaire, chacune en ce qui la concerne, contre toute conséquence, y compris toute perte, dommage, préjudice, charge, taxe ou coût encourus par le Nouveau Concessionnaire, trouvant sa cause ou son origine dans un événement, un fait, une action ou une omission de la CCIV ou de l'Autorité Concédante antérieur au 1er janvier 2024 et qui n'a pas été porté à la connaissance du Nouveau Concessionnaire avant le 1er janvier 2024.

L'ensemble des informations et documents existants sous format électronique réglementaires et/ou nécessaires au Nouvel Concessionnaire lui seront transférés à titre gracieux.

ARTICLE I SOLDE FINANCIER

L'ensemble des flux financiers générés par les différentes opérations définies aux Titres 2 et 3 du présent Protocole devront être soldés au plus tard le 31 décembre 2024. La CCIV et l'Autorité Concédante s'acquitteront des dettes et recouvreront les créances qui seront afférentes à la période antérieure à la date d'entrée en vigueur effective du Contrat.

Le Nouveau Concessionnaire s'acquittera des dettes et recouvrera les créances afférentes à la période postérieure à la date d'entrée en vigueur du Contrat.

ARTICLE 2 REGIME FISCAL

À titre liminaire, le régime fiscal du transfert des biens mobiliers, immobiliers nécessaires à l'exploitation est précisé ci-dessous.

La CCIV, l'Autorité Concédante, et le Nouveau Concessionnaire étant tous trois assujettis à la TVA, et le Nouveau Concessionnaire s'engageant à exploiter l'universalité ainsi transmise, les Parties entendent bénéficier de la dispense de taxation à la TVA, conformément à l'article 257 bis du Code Général des Impôts et à l'instruction administrative BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10, prévue dans le cas de changement de mode d'exploitation.

Par ailleurs, en plus de la dispense de TVA sur les transferts de biens mobiliers, immobiliers, aucune régularisation de TVA n'est requise au titre du transfert des biens mobiliers et immobiliers ayant ouvert droit à déduction. Le Nouveau Concessionnaire est tenu, s'il y a lieu, d'opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cession ou de livraison à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité. Il est par ailleurs précisé que la transmission d'universalité n'entraîne pas une remise à zéro des délais de régularisation.

La CCIV et le Nouveau Concessionnaire s'engagent à transcrire les opérations de transfert sur leurs déclarations de TVA respectives (sur la ligne « Autres opérations non imposables »).

Titre 2. ÉLEMENTS TRANSFERES DE LA CCIV AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE

ARTICLE 3 TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS, DETTES ET CREANCES SALARIALES (REMUNERATIONS, TEMPS ET DROITS ACQUIS) AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE

3.1 Obligation de reprise du personnel

Dès réception de la notification du Contrat de concession au Nouveau Concessionnaire, la CCIV remet gratuitement, sous format électronique (support USB ou autre) et, par exception, lorsque cela est précisé, sous format papier, pour l'ensemble des salariés repris par le Nouveau Concessionnaire :

- La convention collective ainsi que tous les accords locaux, usages applicables au personnel de la CCIV et réceptionnés de leur transmission à la DIRRECTE, le cas échéant (Règlement intérieur, chartes internes en vigueur, utilisation vidéosurveillance, vidéo-protection, informatique, ...)
- Contrats et avenants au contrat de travail pour chacun des salariés concernés ;
- Toutes les pièces les plus à jour du dossier individuel de chaque salarié de la CCIV ; pièce d'identité et, permis de conduire, attestation de carte vitale (sous format papier et sous réserve de l'accord du salarié concerné) ;
- Fiche d'aptitude médicale en cours délivrée par le Médecin du Travail ;
- Attestations de formation ;
- Liste des représentants du personnel disposant de mandats électifs ou désignatifs (DS ou RSS), nombre de collaborateurs dans le CSE et répartition des CSE, le cas échéant ;
- Liste à jour des arrêts maladie classique ou suite à accident de trajet ou de travail, ou encore en arrêt pour maladie professionnelle, sous couvert du secret médical, maternité, paternité, mi-temps thérapeutique en cours indiquant le suivi des arrêts, le nombre de jours d'indemnisation restant et le nombre de jours utilisés ;
- Liste des salariés absents pour congé parental, autres absences avec les dates de début et de fin d'absence ainsi que le motif d'absence ;
- Liste des salariés en CDD en cours (motifs du CDD, date de début de contrat, date de premier renouvellement éventuel) ;
- Liste des intérimaires au 31 décembre 2023 (motif de l'intérim, date de début de contrat, date de fin de contrat, date et motif des précédentes périodes si renouvellement) ;
- Liste des salariés à temps partiels et modalités du temps partiel ;
- Liste des salariés à date comprenant notamment le nom, le prénom, l'âge, l'ancienneté dans l'entreprise, le niveau de qualification professionnelle (en ce compris la disposition du permis côtier, de l'habilitation électrique, du BRACPN (brevet restreint d'aptitude à la conduite de petit navire), du CRR et de l'ADR), l'échelon de qualification occupé au sein de la structure d'accueil, le type de contrat de travail, l'intitulé du poste, l'encadrement éventuel, le degré d'affectation (en pourcentage) à l'exécution de l'exploitation portuaire, le port d'affectation si concerné, la convention collective ou statut applicable, le montant total de la rémunération pour l'année civile précédente (primes et charges comprises), le journal de paie, le détail de la rémunération (salaire de base, avantages,

intéressement) l'existence éventuelle dans le contrat de travail, dans la convention ou dans le statut d'une clause ou d'une disposition pouvant faire obstacle au transfert de l'intéressé à un autre exploitant ;

- Descriptifs des postes pour chaque salarié (fiches de poste si possible) ;
- Temps et rythme de travail (notamment planning des agents portuaires) ;
- Liste des contrats de mutuelle et prévoyance, et les tarifs associés ;
- Description du système de paie utilisé (paie externalisée ? Logiciel utilisé ? Paramétrage, etc...) ;(une description de chaque rubrique utilisée sera envoyée par mail à la DRH et la RRH)
- Document attestant que la Médecine du Travail et l'Inspection du Travail ont été informés de la continuité des contrats de travail du personnel transféré au projet du nouveau concessionnaire avec la liste des personnes concernées ;
- Contentieux ou précontentieux en cours sur le volet droit social et droit des salariés de la sécurité sociale ;
- Suivi daté de la réalisation des entretiens professionnels et des bilans à 6 ans, dénommés bilan GPEC ;
- Liste des formations réalisées par les collaborateurs et celles planifiées ou autorisées sur 2024 ;
- État et dossiers des saisies arrêts sur salaires et pensions alimentaires concernant le personnel ;
- Liste des salariés concernés par un changement contractuel en janvier 2024 (poste/coefficient/autre) ;

En sus de ces éléments, seront communiqués le 20 janvier 2024 au plus tard les états individuels des soldes de congés payés à la date du 31 décembre 2023 (transmission d'une première liste le 30 novembre 2023 (Une liste des CP saisie en paie au 30/11/2023 sera remise sur la 2^{ème} clé) puis d'une liste actualisée au 31 décembre 2023) sera remise avant le 20/01/2024.

3.2 Transfert des engagements, dettes et créances liées au personnel

La CCIV procède, au plus tard à la date du 31 mars 2024 (hors annualisation), à l'arrêt de ses comptes liés aux engagements, dettes et créances liée au personnel constaté au 31 décembre 2023 ainsi qu'au règlement des éventuels acomptes au crédit du personnel, afin de définir :

- Les dettes et créances salariales (notamment arriérés de salaires, primes, indemnités de congés payés, etc.) qui lui incombent au titre de l'exploitation jusqu'au 31 décembre 2023 et autres éléments constituant la fiche de paie (pour les parts salariales et patronales).
- D'une manière générale, les engagements, dettes et créances sociales nées à compter du 1er janvier 2024 inclus seront à la charge du Nouveau Concessionnaire, les cotisations sociales dues au 31/12/2023 seront réglées par la CCI à l'URSSAF, l'UNEDIC et toutes les caisses de retraite, Prévoyance et mutuelle. Les créances de temps dues aux salariés, au titre de l'exploitation valorisées en date du 31 décembre 2023, comme les congés payés, seront transférés avec un état des provisions. Les repos compensateurs, récupérations, CET, majo et heures supplémentaires au -delà de l'annualisation seront payés sur le mois de janvier aux salariés.
- Les provisions sociales inscrites à la balance des paiements de la concession et relatives aux engagements de fin de carrière, ces dernières étant définies sur la base du solde calculé et formellement communiqué par un actuaire extérieur.
- Les congés acquis avant le 1er juin 2023 et non pris au 31 décembre 2023 seront transférés avec les provisions. Les congés acquis après le 1er juin 2023 (et non

consommés au 31/12/23) sont transmis au Nouveau Concessionnaire [avec (les provisions).

- Traitement de l'annualisation : l'annualisation sera calculée sur l'année de référence comme prévu dans les accords. Le nouveau concessionnaire soldera la totalité des heures supplémentaires annuelles et refacturera à la CCIV, au prorata de 7/12^{ème}. Le nouveau concessionnaire prendra en charge 5/12^{ème}.
- Compte épargne temps : le CET sera soldé au 31/12/2023 et versé aux salariés, à la charge de la CCIV.

La CCIV s'engage à verser au Nouveau Concessionnaire les sommes liées au transfert du personnel au titre des dettes et provisions sociales telles que prévues ci-dessus.

La CCIV communiquera au Nouveau Concessionnaire au plus tard le 30/06/2024, un état des dettes et provisions sociales arrêtées au 31/12/2023. Ces montants feront l'objet de décomptes présentés en comité de suivi et inscrits sur la balance des paiements. Une fois les différents décomptes validés en comité de suivi, la CCIV dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder aux paiements afférents.

Le Nouveau Concessionnaire reprendra en conséquence à leur valeur calculée de manière contradictoire les provisions sociales et dettes sociales listées ci-dessous et qui seront intégrées au passif du bilan d'ouverture du Nouveau Concessionnaire :

- Les éléments variables de la rémunération des salariés seront versés aux salariés en bulletins complémentaires
- Primes annuelles des salariés transférés ;
- Provision sur les congés payés/RTT ;
- Indemnités de départ à la retraite.

Il est entendu :

- Qu'il existe un accord d'intéressement au sein de la CCI ;
- Les versements au titre de l'intéressement 2023 seront effectués par la CCIV avant le 30/06/2024 aux salariés.

La CCIV règle, notamment auprès des organismes de formation et des entreprises de travail temporaire, les factures et engagements correspondant à des dépenses engagées jusqu'au 31 décembre 2023 inclus.

Le Nouveau Concessionnaire analysera au cas par cas la situation des salariés ayant été autorisés à suivre une formation avant le 31 décembre 2023 inclus ou ayant entamé une formation se terminant après le 31 décembre 2023, et fera son affaire, sous son entière responsabilité, de toute décision de poursuite ou non desdites sessions de formation en fonction de son propre programme dans le cadre de la nouvelle concession de service public. Le Nouveau Concessionnaire prendra à sa charge au prorata temporis les coûts correspondants aux jours de formation à partir du 1er janvier 2024, des salariés dont il autorise la poursuite des formations engagées ou autorisées avant le 31 décembre 2023.

Afin de faciliter, le cas échéant, une nouvelle planification des formations, la CCIV transmet au Nouveau Concessionnaire la liste des formations engagées ou planifiées par salarié au-delà de la date du 31 décembre 2023 (transmission d'une première liste le 31 octobre puis d'une liste actualisée au 31 décembre 2023) ;

La CCIV acquittera au plus tard le 31/01/2024 également les notes de frais correspondant à des dépenses antérieures au 31 décembre 2023 inclus.

La CCIV mettra une fin de subrogation des IJSS au 31/12/2023 et le nouveau concessionnaire demandera la subrogation à compter du 1^{er} janvier 2024. La CCIV inscrira les IJSS versées par la Sécurité Sociale au titre de 2023 sur un bulletin complémentaire. Le nouveau concessionnaire fera la mise à jour du dossier prévoyance du salarié transféré afin qu'il garde ses droits. Le nouveau concessionnaire peut transmettre un RIB à la CCI afin que le dossier ne soit pas en rupture entre le 31 décembre et le 1^{er} janvier 2024

Concernant le cas particulier des personnels en CDD recrutés en 2023 et dont la date de fin de contrat se termine avant le 31 décembre 2023, la prime de précarité sera payée par la CCIV. Le solde sera versé en janvier 2024 (la paie de décembre étant arrêtée au 20/12/2023).

La prime de précarité des CDD finissant après le 31/12/2023 seront pris en charge au prorata temporis par la CCIV et le nouveau concessionnaire.

3.3 Autres dettes et créances transférées

LA CCIV fait son affaire personnelle et prend en charge tout autre engagement, dette ou créance social (vis-à-vis de créanciers autres que les salariés) née jusqu'au 31 décembre 2023 inclus.

Les CDD finissant après le 31/12/2023 seront pris en charge par le nouveau concessionnaire.

ARTICLE 4 MODALITES DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS ET INFORMATIONS

Dans les limites de la loi en vigueur (secret des affaires, secret médical ou de la vie privée, application du RGPD etc), la CCIV et l'Autorité Concédante remettent gratuitement, au Nouveau Concessionnaire l'ensemble des informations, données, outils (y compris les logiciels et licences acheté par la concession) en leur possession et utiles à l'exécution du Contrat.

Sous réserve d'en avertir l'Autorité Concédante ou la CCIV cinq (5) jours ouvrés avant la date de visite envisagée, le Nouveau Concessionnaire pourra avant la date d'entrée en vigueur effective du Contrat, visiter les installations du périmètre délégué du Contrat.

Le Nouveau Concessionnaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour ne pas perturber l'exploitation des ports qu'il visite. Le Nouveau Concessionnaire respectera l'ensemble des conditions de sécurité applicables sur le périmètre visité.

4.1 Elections de domicile

Le Nouveau Concessionnaire a son siège social 3/7 Place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay.

LA CCIV est domiciliée en son hôtel, sis à Toulon, Palais de la Bourse, 236 Boulevard du Maréchal Leclerc.

4.2 Informations des salariés et des organismes

LA CCIV s'engage également à :

- Organiser un CSE extraordinaire et spécifique auquel le nouveau Concessionnaire participera.
- Adresser à l'ensemble des salariés un courrier individuel d'information concernant le transfert d'activité après relecture de document par le Nouveau Concessionnaire ;

- Informer la Médecine du travail et l'Inspection du travail, de la continuité des contrats de travail du personnel transféré au profit du Nouveau Concessionnaire ; Copies de ces courriers seront communiquées au Nouveau Déléataire ;
- Informer les bénéficiaires des avis à tiers détenteur et saisies arrêts du changement d'employeur au 1er janvier 2024.

Documents et informations relatifs aux ouvrages existants et équipements existants :

La CCIV s'engage à transmettre au Nouveau Concessionnaire l'ensemble des documents en sa possession et nécessaires pour la bonne continuité de l'exploitation des ports, et notamment pour chaque port :

- Arrêté d'autorisation, d'enregistrement, de déclaration ICPE
- Dossiers de demande et autorisations administratives en cours de validité
- Liste des travaux (en cours): maintenance et petits investissements, réhabilitation, investissements...
- Rapport de maintenance des ouvrages maritimes
- Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)
- Dossier des Ouvrages Exécutés
- Etudes et plans des ouvrages et bâtiments
- Etat des lieux sortant
- Diagnostics techniques et environnementaux
- Rapport du bureau de contrôle et rapports de levées de réserves des observations
- Compte rendu des visites réglementaires sur tout le matériel Dossiers et rapports de repérage amiante
- Etat des installations intérieures électrique (diagnostic "électricité")
- Etat des risques et pollutions (ERP) : risques naturels, miniers, technologiques, sismicité, potentiel radon, sols pollués, nuisances sonores
- Rapport annuel des prestataires
- Carnet d'entretien des Ouvrages par port (mouillage, anodes...)
- Dossier d'enregistrement des bateaux de service au registre du commerce
- Taux de sinistralité
- Sinistre en cours
- Contentieux et réclamation en cours

ARTICLE 5 RELEVÉ DES COMPTEURS D'EAU, DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ

Un relevé d'index contradictoire de l'ensemble des compteurs d'eau, de gaz, et d'électricité en présence d'un huissier sera établi par LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire le 31 décembre 2023. Pour les compteurs qui ne peuvent être relevés par télétransmission les données sont communiquées aux fournisseurs des services concernés et servent également à la valorisation des consommations respectives de LA CCIV et du Nouveau Concessionnaire.

LA CCIV s'engage, pour sa part, à régler les consommations afférentes auxdits services jusqu'au dernier jour de la concession de service public dont il elle est titulaire, et s'agissant des abonnements, au prorata temporis.

Le Nouveau Concessionnaire s'engage à procéder aux démarches nécessaires à l'établissement des contrats de fourniture d'eau, de gaz et d'électricité, afin de garantir la reprise de l'activité déléguée, et la gestion des biens mis à disposition sur la base des éléments fournis par LA CCIV dans un délai de 30 jours à compter de la signature du Contrat de concession et selon la capacité des fournisseurs, à réaliser les changements dans les délais.

À compter du 1er janvier 2024, à titre exceptionnel, en cas de continuité d'un contrat nécessaire à la bonne exécution du service public, la CCIV refacture à l'euro/l'euro au Nouveau Concessionnaire, les coûts qu'elle supporte au titre de ce contrat, sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 6 BASES DE DONNÉES INFORMATIQUES

LA CCIV transmet au Nouveau Concessionnaire les bases de données informatiques 2023 liées au service public délégué.

En particulier, la CCIV transmet au Nouveau Concessionnaire :

- Une base de données clients exploitable provisoire en format .xls, .xml, .csv, ou .txt, comprenant notamment : les informations clients, navires, échéances, règlements ;
- Une base de données des plans d'eau exploitable provisoire comprenant pour chaque port notamment : le nombre exact de postes d'amarrage, leurs dimensions, la nature des contrats pour chaque poste.

L'ensemble des éléments définitifs sont transmis par la CCIV au Nouveau Concessionnaire avant le 31/12/2023.

Dans ce cadre, le Nouveau Concessionnaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel transmise, notamment les articles L300-1 et suivants du Code des Relations entre le Public et l'Administration, et à assurer, le cas échéant, l'information des personnes dont les données ont été collectées. Le nouveau Concessionnaire garantit la mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données et indemniser la CCIV en cas de réclamation portant sur une éventuelle non-conformité qui serait imputable au nouveau Concessionnaire.

Il est précisé que les bases de données seront expurgées des éventuelles informations relevant de la protection du secret industriel et commercial.

La CCIV transmet la base de données clients pour assurer la continuité du service, il informera les clients de ce transfert et indiquera que la CCIV n'est plus responsable de ces données à compter de ce transfert.

Le Nouveau Concessionnaire transmet les mesures de protection mises en œuvre pour protéger ces données avant le transfert. Ce transfert se fera en toute sécurité et garantira la confidentialité des données.

Les conditions techniques de cette transmission seront établies d'un commun accord entre les Parties, après un examen des différents systèmes actuellement exploités par LA CCIV.

LA CCIV déclare être en règle par rapport à l'ensemble de ses obligations relatives à la loi informatique et libertés, notamment au regard des déclarations devant, le cas échéant, être opérées auprès de la CNIL.

ARTICLE 7 DEMANDES RELATIVES A DES DONNEES ARCHIVEES

S'agissant d'archives publiques, certains documents devront rester archivés à LA CCIV conformément aux règles d'archivage publics avec un droit de consultation étendu au nouveau concessionnaire.

ARTICLE 8 CONTRATS CONCLUS PAR LA CCIV

Le Nouveau Concessionnaire est subrogé à la CCIV dans tous ses droits et obligations envers les tiers relatifs à l'exploitation du service.

Dans l'hypothèse où l'Autorité Concédante et le Nouveau Concessionnaire décideraient de ne pas appliquer ce principe de subrogation, elle ou il fera son entière affaire de toutes les conséquences en découlant, au titre de la poursuite des activités et de la continuité du service public concédé, sans que la responsabilité de la CCIV puisse être à aucun moment recherchée.

La CCIV remet à la signature du contrat de concession au Nouveau Concessionnaire une liste exhaustive des contrats conclus et transférables ainsi que la liste qualifiée des fournisseurs et prestataires utilisés pour l'exécution de la concession de service public, strictement en lien avec la continuité de service public.

Sur la base de cette liste et pour les contrats ayant un terme postérieur au 31 décembre 2023 dont le contenu est transmis au Nouveau Concessionnaire par LA CCIV, le Nouveau Concessionnaire définit, et indique à la CCIV, le 30 novembre 2023 au plus tard, les contrats pour lesquels il entend se subroger dans les droits et obligations de la CCIV. Cette subrogation sera sans frais pour le Nouveau Concessionnaire.

A défaut pour le Nouveau Concessionnaire d'avoir indiqué à cette date, à la CCIV, son intention de poursuivre lesdits contrats, ceux-ci seront automatiquement résiliés par la CCIV.

La CCIV transmet également au Nouveau Concessionnaire au plus tard le 2 janvier 2024 la liste des commandes en cours ainsi que la liste des éventuels contentieux et précontentieux (notamment réclamations) en cours notamment avec les prestataires, les fournisseurs et l'administration fiscale.

La CCIV ou l'Autorité Concédante transmet au Nouveau Concessionnaire au plus tard le 31 décembre 2023 la liste des AOT, les contrats transférables et le cas échéant avec leurs avenants en cours.

Les dépôts de garantie des clients détenus par la CCIV au titre de l'exploitation des Ports seront transférés directement par la CCIV au Nouveau Concessionnaire après retenue, le cas échéant, de toute autre créance inscrite et non soldée au compte du client.

Dès réception, le cas échéant, des fonds par le Nouveau Concessionnaire, ce dernier informera les clients concernés que le Nouveau Concessionnaire est désormais redevable des dépôts de garantie vis-à-vis d'eux ; charge à lui de reconstituer auprès des clients concernés la part complémentaire des dépôts de garantie si nécessaire.

La mise en place et la mise en œuvre des dispositions de cet article fera l'objet d'un suivi régulier en comité de suivi.

Il est entendu que les dépôts de garantie versés le cas échéant par la CCIV aux fournisseurs au titre de l'exploitation des ports devront lui être restitués par lesdits fournisseurs. En conséquence, LA CCIV reconstituera le cas échéant les dépôts de garantie directement auprès des fournisseurs concernés.

Une attention particulière devra être portée aux modalités de mise à disposition des locaux dans le Palais de la Mer et du Commerce par la CCIV au Nouveau Concessionnaire des bureaux du Port de Toulon Darse Nord actuellement sous AOT entre la CCIV et TPM.

ARTICLE 9 PRESTATIONS EXECUTEES PAR LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2024 POUR LE COMPTE DE LA CCIV

Le Nouveau Concessionnaire s'engage à assister la CCIV dans l'accomplissement des opérations et déclarations suivantes qui restent sous la responsabilité de la CCIV qui a en charge leur réalisation :

- Répondre aux sollicitations des salariés dans la mesure où celles-ci n'engagent pas la CCIV et concernent les exercices antérieurs au 1er janvier 2024 sous réserve de disposer de toutes les informations nécessaires.
- Aide à l'établissement des comptes annuels 2023 et du rapport du délégataire 2023 en application du calendrier des tâches communiqué par la CCIV au plus tard le 8 janvier 2024.
- Émission des factures de décembre 2023.
- Eléments de calcul des redevances et de l'intéressement 2023.
- Finalisation de la clôture des comptes annuels 2023 en application du calendrier des tâches et des process budgétaires communiqués par la CCIV.
- Assurer le suivi et la justification des créances devant faire l'objet d'une inscription à la balance des paiements. Ces éléments seront communiqués à la CCIV, en format numérique, selon un rythme mensuel à compter du 1^{er} février 2024, et ce, jusqu'à validation définitive des flux, et leurs soldes entre LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire jusqu'à l'apurement des comptes prévu au 31 décembre 2024.
- À compter du 1er janvier 2024, afin de permettre à la CCIV de s'assurer que les opérations exécutées pour son compte sont correctement réalisées, le Nouveau Concessionnaire s'engage à autoriser, dans la mesure où cela s'avérerait nécessaire, la présence dans les locaux administratifs de l'entreprise de représentants désignés de la CCIV. La CCIV s'engageant d'ores et déjà à ce que le personnel concerné observe des règles strictes de discrétion et ne perturbe pas les activités d'exploitation. A l'inverse, selon ces mêmes règles, la CCIV s'engage dans la mesure où cela s'avérerait nécessaire pour la bonne exécution du présent Protocole, à autoriser la présence de représentants désignés par le Nouveau Concessionnaire, dans les locaux administratifs de la CCIV.
- À compter du 1er janvier 2024, le Nouveau Concessionnaire transmettra à la CCIV tout courrier qui lui est adressé mais réceptionné par le Nouveau Délégué.

ARTICLE 10 REPARTITION DES RECETTES ENTRE LA CCIV ET LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE CONCERNANT LES EXERCICES 2023 ET 2024

10.1 Principe de reversement de recettes

D'une manière générale, la CCIV s'engage à reverser au Nouveau Concessionnaire toutes recettes (redevances portuaires, recettes AOT, ...) qu'il percevrait pour le compte du Nouveau Concessionnaire antérieurement et postérieurement au transfert d'activité et relatives à l'exercice 2024 et suivants.

La CCIV n'étant plus l'exploitant, il n'est pas redevable de la TVA sur ces encaissements. Les reversements des recettes et redevances au Nouveau Déléataire, encaissées à compter du 1er janvier 2024, seront donc toutes taxes comprises, TVA incluse.

Pour les besoins des déclarations de TVA, un récapitulatif des recettes encaissées au nom et pour le compte du Nouveau Concessionnaire sera envoyé par la CCIV avant le 10 du mois suivant l'encaissement de la recette.

Inversement, le Nouveau Concessionnaire s'engage à reverser à la CCIV toutes recettes qu'il percevrait pour le compte de la CCIV postérieurement au transfert d'activité et relative à l'exercice 2023 et antérieur.

Le nouveau Concessionnaire n'étant pas redevable de la TVA sur ces encaissements, le reversement des recettes et redevances à la CCIV seront toutes taxes comprises, TVA incluse. Pour les besoins des déclarations de TVA, un récapitulatif des recettes encaissées au nom et pour le compte sera envoyé par le Nouveau Concessionnaire avant le 10 du mois suivant l'encaissement de la recette.

Par exception au principe ci-dessus, les recettes perçues en 2024 par la CCIV dont la validité est rattachée à l'exercice 2023, sont conservées par la CCIV.

L'état détaillé des répartitions de recettes sera intégré dans la balance des paiements entre la CCIV et le Nouveau Concessionnaire. Sont précisés en particulier, mais sans viser à l'exhaustivité, certains cas de figure dans les articles suivants.

Nonobstant le transfert des AOT encore en vigueur, dans l'hypothèse où les occupants continueraient de verser des redevances d'occupation à la CCIV ou à l'Autorité Concédante au-delà de la date d'entrée en vigueur effective du Contrat, la CCIV ou l'Autorité Concédante rétrocéderait les redevances au Nouveau Concessionnaire le 10 du mois suivant.

Les dépôts de garantie perçus par la CCIV au titre, en particulier, des Autorisations d'Occupations Temporaires, seront transférés au Nouveau Concessionnaire dans les conditions prévues à l'article 8.

La trésorerie générée par des recettes, en particulier les contrats annuels, ou tout autre encaissement versés avant le 1/1/24 et constituant du chiffre d'affaires ou tout autre produit comptable postérieur au 1/1/24 devra être transférée de la CCIV vers le Nouveau concessionnaire selon un rythme défini en comité de suivi.

10.2 Chèques et virements

Tout chèque qui serait établi à l'ordre de la CCIV et tout virement qui serait fait au bénéfice de la CCIV et constituant des recettes relatives à la période postérieure au 1er janvier 2024, sera encaissé par cette dernière qui s'engage à reverser les sommes correspondantes au Nouveau Concessionnaire dans le cadre de la balance des paiements, TVA incluse.

Tout chèque qui serait établi à l'ordre du Nouveau Concessionnaire et tout virement qui serait fait au bénéfice du Nouveau Concessionnaire et constituant des recettes relatives à la période antérieure au

1er janvier 2024, sera encaissé par ce dernier qui s'engage à reverser les sommes correspondantes à LA CCIV dans le cadre de la balance des paiements, TVA incluse.

LA CCIV s'engage à informer les clients du changement de Concessionnaire.

LA CCIV fera son affaire du fonds de caisses et caisses existants à l'échéance de la Concession.

Une fois les différents procès-verbaux visés par la CCIV et le Nouveau Concessionnaire, les sommes correspondantes seront récupérées par la CCIV.

Il incombe au Nouveau Concessionnaire d'alimenter les caisses par ses propres moyens afin d'assurer la continuité d'exploitation à compter du 1er janvier 2024.

10.3 Solde fournisseurs

A l'exception des problématiques identifiées dans le cadre des comités de suivi, si la prestation a été fournie en partie au Nouveau Concessionnaire et en partie à la CCIV, la Partie à qui est adressée la facture pourra solliciter du fournisseur un avoir du même montant et l'émission de deux factures distinctes pour chaque période, sauf exception agréée entre les Parties lors des comités de suivi.

En ce qui concerne les factures fournisseurs, les Parties conviennent ce qui suit :

- les factures reçues par le nouveau Concessionnaire pour des prestations réalisées avant la date d'entrée en vigueur du Contrat sont renvoyées aux fournisseurs pour annulation et refacturation à la CCIV..
- les factures reçues par la CCIV pour des prestations réalisées après la date d'entrée en vigueur du Contrat sont renvoyées aux fournisseurs pour annulation et refacturation au Nouveau Concessionnaire.

Les factures relatives à des charges couvrant une période ayant débuté avant la date d'entrée en vigueur du Contrat et non échues à cette date feront l'objet d'une régularisation entre les Parties et sous réserve que ces dépenses soient mises à la charge de chaque Partie.

Les Parties conviennent qu'en cas de prélèvement automatique effectué par un fournisseur sur le compte bancaire d'une Partie pour une prestation fournie à l'autre Partie, il appartiendra à la Partie débitée à tort, de demander le remboursement à l'autre Partie et de solliciter, le cas échéant, le fournisseur afin d'obtenir un avoir en demandant de rétablir la facturation à l'autre Partie. La Partie pour le compte de laquelle la prestation a été réalisée s'engage à rembourser immédiatement l'autre Partie et au plus tard trente (30) jours francs après réception de la demande.

ARTICLE 11 LITIGES

11.1 Litiges dont le fait générateur est antérieur à la date de transfert

L'ensemble des litiges ou dossiers contentieux en cours au 31 décembre 2023 inclus, ou qui naîtraient postérieurement à cette date mais ayant pour origine une contestation ou un fait générateur antérieur à cette date, restent gérés et pris en charge par LA CCIV ou l'Autorité Concédante, selon le cas.

L'Autorité délégante et la CCIV conservent, chacun pour ce qui le concerne, la responsabilité des litiges connus (notamment commerciaux, avec des clients ou des fournisseurs, sinistres d'assurance hors sinistre dommages-ouvrages, litiges fiscaux, litiges prud'homaux...) dont le fait générateur est survenu pendant la période pendant laquelle il était exploitant du ou des ports concernés par ledit litige. Les conséquences financières seront portées par l'Autorité délégante et la CCIV, chacun pour ce qui les concerne.

L'Autorité délégante et la CCIV notifieront dans les meilleurs délais au Nouveau Concessionnaire toute information dont il dispose concernant des éventuels recours administratifs ou contentieux dont les délais de recours n'ont pas été purgés à la date d'entrée en vigueur effective du Contrat (dont recours contre l'avenant ou recours contre l'attribution des AOT).

Le Nouveau Concessionnaire permettra à LA CCIV d'accéder aux informations et documents (comme les dossiers du personnel) se rapportant à son exploitation, et lui permettant, le cas échéant, de se défendre dans toute procédure qui lui serait intentée.

LA CCIV garantit le Nouveau Concessionnaire contre toute conséquence, y compris financière, de l'ensemble des éventuels litiges ou contentieux visés ci-avant qui se rapportent à son exploitation et qui restent de la responsabilité de LA CCIV. Toutefois, il est convenu entre les Parties que la trésorerie disponible arrêtée à la fin de la concession pourra être utilisée pour solder lesdits contentieux

La CCIV informera le Nouveau Concessionnaire des procédures précontentieuses ou contentieuses initiées par elle au 31 décembre 2023 et qui pourraient lui être transférées dans l'intérêt du service concédé.

Ainsi, le bénéfice des procédures judiciaires et précontentieuses concernant les bateaux stationnant dans les ports au 01.01.2024 seront transférées au nouveau Concessionnaire. Toutefois les sommes recouvrées par le nouveau Concessionnaire dans le cadre des procédures précitées et concernant des créances/condamnations/astreintes... nées avant le 01/01/2024 seront reversées par le nouveau Concessionnaire à LA CCIV, déduction faite des frais engagés dans le cadre desdites procédures sous réserve que lesdits frais concernent uniquement les créances antérieures au 31/12/2023. Un détail desdits frais sera communiqué à la CCIV pour justificatif.

La responsabilité de LA CCIV et du Nouveau Concessionnaire ne sauraient être recherchées pour ce qui relève des conséquences qui résulteraient des choix faits par TPM en matière fiscale, notamment pour ce qui concerne le régime applicable des impôts directs locaux ainsi qu'en matière sociale

ARTICLE 12 BALANCE DES PAIEMENTS ENTRE LA CCIV ET LE NOUVEAU CONCESSIONNAIRE

La balance des paiements est un état qui récapitule les flux financiers devant intervenir entre la CCIV et le nouveau concessionnaire et qui feront l'objet de décomptes étudiés et validés en comité de suivi.

- LA CCIV fournit une liste des opérations de transfert faisant l'objet de la balance des paiements entre LA CCIV et le Nouveau Concessionnaire. Cette liste sera complétée le cas échéant d'une explication des hypothèses retenues permettant notamment d'appréhender les modalités de mise en œuvre des principes du présent protocole pour aboutir à la balance prévisionnelle des paiements.

La CCIV fournira une balance prévisionnelle actualisée tous les mois, à compter de 30 juin 2024. La balance prévisionnelle des paiements distinguera les sommes dues par LA CCIV au Nouveau Concessionnaire et inversement. Elle sera accompagnée d'une note explicitant et justifiant les évolutions par rapport à la précédente balance prévisionnelle des paiements communiquée. L'Autorité Concédante se réserve la possibilité de demander la transmission de tout document justificatif ou information complémentaire.

Les différentes opérations précitées feront l'objet de discussions et de validations en Comité de suivi.

Titre 3. ÉLEMENTS TRANSFERES DE LA CCIV AU NOUVEAU CONCESSIONNAIRE ET A L'AUTORITE CONCEDANTE

ARTICLE 13 CESSION DES STOCKS ET APPROVISIONNEMENTS

Les parties conviennent de faire réaliser un inventaire, le cas échéant par un expert indépendant, de l'état des stocks et approvisionnements utiles à la poursuite du service public.

En cas de stock de carburant demeurant dans les cuves à la date d'entrée en vigueur effective du Contrat, payé par la CCIV, le Nouveau Concessionnaire s'engage en contrepartie à indemniser ces stocks au coût d'achat sur présentation d'une facturation et des justificatifs y afférent par la CCIV.

ARTICLE 14 SORT DES LOGICIELS, LICENCES ET FICHIERS DES CLIENTS-ABONNES

14.1 Logiciels métiers appartenant à l'Ancien Délégué

Les logiciels métiers propriété de la CCI, ne sont pas transférés.

Les autres logiciels comprenant les outils et logiciels spécifiques aux fonctionnements des ports de plaisance sont repris ou non par le Nouveau Concessionnaire à son libre choix compte tenu des conditions des contrats fournisseurs.

14.2 Logiciels métiers appartenant à l'Autorité Concédante

Les logiciels intégrés à la liste des biens de retour demeurent la propriété de l'Autorité Concédante.

14.3 Licences

Les licences attachées aux biens informatiques mis à disposition de LA CCIV par l'Autorité Concédante, en cours d'exécution de la concession de service public sont remises à l'Autorité Concédante à la date du 31 décembre 2023.

Les licences des systèmes d'exploitation des postes informatiques sont transférées avec les ordinateurs selon les conditions fixes par les contrats fournisseurs.

14.4 Messagerie et données de messagerie

Les adresses de messageries des personnels des ports de plaisances ne sont pas transférées.

Les données de messagerie des personnels des ports de plaisance sont repris ou non par le Nouveau Concessionnaire à son libre choix. Les couts de reprise et de migrations de ces données sont à la charge du Nouveau Concessionnaire.

14.5 Fichier des clients-abonnés

LA CCIV transmet gratuitement à l'Autorité Concédante et au Nouveau Concessionnaire, l'ensemble des données constituant le fichier des clients et usagers des services portuaires conformément à l'article 6 au plus tard le 31 décembre 2023.

14.6 Fichiers des éléments de paie

LA CCIV transmet gratuitement à l'Autorité Concédante et au Nouveau Concessionnaire, les éléments nécessaires à l'établissement de la paie du personnel à l'exclusion des paramétrages.

14.7 Fichiers des immobilisations

LA CCIV transmet gratuitement à l'Autorité Concédante et au Nouveau Concessionnaire, l'ensemble des données constituant le fichier des immobilisations, à la date de signature du contrat de concession. Ce fichier conserve un caractère provisoire et pourra être actualisé jusqu'à l'approbation des comptes 2023.

14.8 Fichiers bureautique des personnels

LA CCIV transmet gratuitement à l'Autorité Concédante ou, sur instruction de celle-ci, au Nouveau Concessionnaire, une copie des fichiers bureautiques des personnels des ports de plaisance.

14.9 Dispositions particulières nécessaires à la continuité du service public

LA CCIV s'engage, pour chaque type de fourniture et consommables à laisser, au moment du transfert, un niveau de stock minimum garantissant une continuité normale du service pendant au moins un mois.

ARTICLE 15 INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES

Liaisons Télécom

Les liaisons réseau permettant l'interconnexion des différents ports et le raccordement à l'internet ne sont pas transférés.

Les Numéros de téléphones fixes affectés aux ports, ne sont pas transférés. Une organisation sera définie afin d'éviter les pertes d'appels, celle-ci ne pourra excéder 3 mois.

Les abonnements GSM ne sont pas transférés. En revanche les numéros de téléphonie mobiles sont transférables au moyen d'une portabilité vers les lignes souscrites par le nouveau concessionnaire.

Les abonnements data ne sont pas transférés.

Equipements réseaux

Les équipements réseaux actifs (switch, bornes WiFi) nécessaires au fonctionnement des ports de plaisance sont repris ou non par le Nouveau Concessionnaire à son libre choix compte tenu de son fonctionnement propre.

Les équipements de sécurisations périmétriques et dispositifs de sécurité informatique ne sont pas transférés.

Système d'impression

Les dispositifs d'impression attachées aux ports de plaisances ne sont pas transférables.

Téléphonie Fixe, Mobile, Tablettes

Les équipements de téléphonie Fixe et mobile (terminaux téléphoniques et tablettes) sont repris ou non par le Nouveau Concessionnaire à son libre choix.

Les équipements de téléphonie fixe (autocom, passerelle) ne sont pas transférés.

Titre 4. DISPOSITIONS DIVERSES LIEES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE

Le Nouveau Concessionnaire fait son affaire de la couverture des risques à assurer au titre de la Nouvelle convention de délégation de service public à compter du 1^{er} janvier 2024 à 00h00, conformément aux dispositions contractuelles de la nouvelle concession de service public.

ARTICLE 16 TRANSMISSION DES CLEFS ET CODES D'ACCES

En tout état de cause, LA CCIV s'engage à laisser à disposition du personnel affecté aux ports de plaisance, et repris par le Nouveau Délégataire, les clefs et codes nécessaires à l'accès aux différents sites d'exploitation.

Sur accord du Nouveau Délégataire, les prestataires de service ayant vocation à continuer leur activité sur les emprises concédées conservent également l'accès aux différents sites.

La remise physique des clés et codes est fixée au 31 décembre 2023, au siège social de LA CCIV en présence de l'ensemble des Parties.

ARTICLE 17 POLLUTION DES SOLS

La CCI déclare ne pas avoir connaissance de pollutions de sols sur l'emprise concédée.

ARTICLE 18 APPLICATION ET DUREE DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent Protocole s'impose en tout état de cause aux Parties, pour les stipulations qui les concernent, jusqu'au solde définitif des éléments qui le constituent.

Les conditions d'exécution du Protocole font l'objet d'un suivi régulier par les Parties, et chaque réalisation de ces éléments pourra donner lieu à des validations tripartites pour l'élément concerné,

Un comité de suivi est mis en place à compter de la signature du présent Protocole et jusqu'à la réalisation complète des opérations liées au changement d'exploitant. Ce comité de suivi est constitué de représentants de TPM, de la CCIV et du Nouveau Concessionnaire, étant entendu que selon les sujets abordés au cours de ces comités les différents membres se réservent le droit d'inviter toute personne ayant qualité pour intervenir sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

Fréquence de convocation du comité à déterminer : 15j pendant les 3 premiers mois suivant la signature du contrat de concession puis 1 fois par mois sur les 3 mois suivants enfin en tant que de besoin.

ARTICLE 19 TRANSITION AU TERME DE LA CONCESSION

La période de transition prévue pour le Nouveau Concessionnaire, à compter de la date de notification de la future concession de service public et ce, jusqu'au 31 décembre 2023, lui permet d'assurer la reprise des biens et personnels, et de garantir la continuité du service public au 1er janvier 2024.

Au cas exceptionnel où un incident grave se produirait dans les jours précédant la prise en main du service par le Nouveau Concessionnaire, l'Autorité Concédante peut demander à LA CCIV de remédier à cet incident pour assurer la continuité du service, y compris si l'intervention de LA CCIV ne peut être achevée au terme de la concession de service public, le 31 décembre 2023 à 23h59.

Le cas échéant, les incidences financières attachés à ce cas exceptionnel en sont évaluées conjointement par l'Autorité Concédante et LA CCIV et seront intégrées à la balance des paiements.

ARTICLE 20 NOTIFICATIONS

Pour l'application du présent Protocole, toute notification doit être adressées aux Parties aux adresses suivantes :

- Pour LA CCIV :

À l'attention de son Président en son siège

- Pour l'Autorité Concédante :

À l'attention de son Présidente en son siège

- Pour le Nouveau Concessionnaire :

À l'attention de sa Présidente en son siège

Tout changement d'adresse de l'une des Parties est notifié aux autres Parties dans un délai de quinze (15) jours précédant la date dudit changement d'adresse.

ARTICLE 21 REGLEMENT DE LITIGES

LA CCIV, l'autorité Concédante et le Nouveau Concessionnaire conviennent que les différends qui résultent de l'interprétation ou de l'application de la présente convention ou de ses annexes font l'objet d'une conciliation entre les Parties.

A défaut d'accord sur la nomination de l'expert ou de conciliation dans un délai de 3 mois à compter de la constatation du litige, après saisine des représentants légaux de chaque Parties la partie la plus diligente peut soumettre le litige au Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 22 LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le présent Protocole est soumis au droit français.

Tout litige relatif à la formation, l'interprétation ou l'exécution du présent Protocole sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

Le protocole est régi par le droit français et devra être interprété conformément à celui-ci. Il en sera de même des actes qui seront établis ensuite.


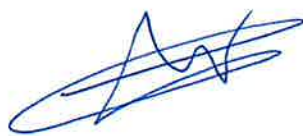
ARTICLE 23 TRANSMISSION DU PROTOCOLE

L'ensemble des stipulations du Protocole, ainsi que les droits et obligations qui en découlent, engagent les ayants droit des Parties. Ceux-ci sont donc tenus conjointement et solidairement des engagements qui y figurent.

Fait en trois exemplaires originaux,

À Toulon , le

2023

Pour l'Autorité concédante,	Pour LA CCIV,	Pour le Nouveau Concessionnaire,
		
	Basil GERTIS, Président	Cécile CAMBIER, Présidente

